Newsletter 2008/02 Marques

Institut Fédéral de la Propriété Intellectuelle, Division des marques
Berne, le 26 février 2008

Madame, Monsieur,

Nous avons le plaisir de vous présenter la newsletter de février dont le sommaire est le suivant:

01 Critères lors de l'examen d'une liste de produits et de services imprécise (LPS)
02 Système de Madrid: changement des taxes individuelles pour la désignation de l'Islande et des Antilles néerlandaises

01 Critères lors de l'examen d'une liste de produits et de services imprécise (LPS)

Selon la pratique, la simple indication de numéros de classes sur le document de dépôt équivaut à la revendication de l'intitulé général de la classe correspondante de la classification de Nice (cf. dans ce sens Directives de l'Institut en matière de marques 2007 [Directives], partie 1, ch. 4.1.). La seule exception est celle des services de la classe 45, pour laquelle l'intitulé général „services personnels et sociaux rendus par des tiers destinés à satisfaire les besoins des individus“ est considéré comme imprécis (cf. Directives, partie 1, ch. 4.3.) et ne peut donc valoir comme revendication.

Une indication telle que „tous produits/services compris dans cette classe“ dans une LPS sera considérée, conformément aux exigences de l'art. 28 al. 2 let. c LPM, comme une LPS suffisante, ce qui permet l'attribution d'une date de dépôt. La formulation est toutefois trop vague pour pouvoir être acceptée telle quelle. L'art. 11 de l'OPM exige que les produits revendiqués soient désignés précisément. Avec une telle formulation, il n'est pas possible de déterminer l'objet de la protection. Le déposant sera prié dans de tels cas de préciser la LPS. Pour déterminer si le déposant a étendu la LPS par la précision demandée, l'Institut tient précisément compte de l'intitulé général de la classe revendiquée. Le déposant ne doit pas être avantagé ou désavantagé par rapport à celui qui a simplement coché les numéros de classes, sans aucune désignation des produits. Si la précision ainsi apportée comprend un terme qui ne tombe sous aucun intitulé général de la classe indiquée, elle sera considérée comme une extension de la LPS, conduisant à un report de la date de dépôt.

Ainsi par exemple si, en classe 15, suite à la notification demandant la précision de l'indication „instruments de musique ainsi que tous les autres produits compris dans cette classe“, il était répondu par la précision „instruments de musique et pupitres à musique“, cela conduirait au report de la date de dépôt, car les „pupitres à musique“ ne tombent pas sous l'intitulé général de la classe 15 („instruments de musique“).

02 Système de Madrid: changement des taxes individuelles pour la désignation de l'Islande et des Antilles néerlandaises

Islande

Dès le 1^{er} mars 2008, les taxes individuelles pour une désignation de l'Islande dans une demande internationale ou une désignation postérieure seront de CHF 322.- pour une classe de produits ou services et de CHF 64.- pour chaque classe additionnelle.

Pour plus d'information, veuillez consulter l'avis d'information [2008/04](#) de l'OMPI.

Antilles néerlandaises

A compter du 15 mars 2008, les taxes individuelles pour une désignation des Antilles néerlandaises dans une demande internationale ou une désignation postérieure seront de CHF 248.- pour trois classes de produits ou services. Pour toute classe additionnelle, une taxe de CHF 25.- sera perçue. Si la marque dont la protection est revendiquée est une marque collective, les taxes seront de CHF 492.- pour trois classes de produits ou services et de CHF 50.- pour toute classe additionnelle.

Pour plus d'information, veuillez consulter l'avis d'information [2008/02](#) de l'OMPI.

Nous vous présentons, Madame, Monsieur, nos salutations distinguées.

Iris Weber
Division des marques

* * *

Pour vous abonner ou vous désabonner
<https://www.ige.ch/f/marke/m201.shtm>